Aux défis de l'appartenance

Julie Voldoire

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/quaderni/633>

DOI : 10.4000/quaderni.633

ISSN : 2105-2956

Éditeur

Les éditions de la Maison des sciences de l'Homme

Édition imprimée

Date de publication : 5 octobre 2012

Pagination : 129-136

Référence électronique

Julie Voldoire, « Aux défis de l'appartenance », *Quaderni* [En ligne], 79 | Automne 2012, mis en ligne le 13 décembre 2012, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/quaderni/633> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/quaderni.633>

Aux défis de l'appartenance

par Julie Voldoire
Chercheuse associée au Centre Émile Durkheim
Sciences Po Bordeaux

Appartenances. Partir. Partager. Demeurer.

Vincent Gilbert et Juan Matas (dir.)

Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg 2011

1. Hannah Arendt, *La tradition cachée. Le Juif comme paria*, Christian Bourgois Éditeur, 1987 (1946), p. 232 [citation donnée par Vincent Gilbert dans l'article conclusif de l'ouvrage : « Régimes d'appartenance. Les sens multiples de l'appartenance selon Hannah Arendt », p. 239].

2. Il faut, cependant, noter que d'autres publications récentes se sont emparées de l'appartenance. On pense, en particulier, à l'ouvrage de France Guérin-Pace, Olivia Samuel et Isabelle Ville (dir.), *En quête d'appartenance. L'enquête Histoire de vie sur la construction des identités*, Paris, Ined, 2009, 224 pages.

En ouvrant ce propos sur l'ouvrage coordonné par Vincent Gilbert et Juan Matas par une citation d'Hannah Arendt : « *Je ne crois pas, par exemple, m'être jamais considérée comme allemande – au sens d'appartenance à un peuple et non d'appartenance à un État, si je puis me permettre cette distinction* »¹, on voudrait mettre en avant tout le poids que peut avoir et tout le sens que peut revêtir la notion d'appartenance pour ceux qui, comme Hannah Arendt, ont été rejetés, persécutés en raison d'une appartenance ethno-religieuse ayant fait l'objet d'une racialisation et abouti aux atrocités de la Shoah. Plus généralement, pour les populations ayant été confrontées aux « *affres de l'apatridie* » (p. 237), à l'« *altérisation* », à la mise en question de leur droit à faire partie de l'être-ensemble des sociétés qui les « *accueillaient* », l'appartenance interroge, bouleverse parfois, jusqu'à pouvoir s'apparenter à un phénomène d'une intense gravité.

L'ambition de cet ouvrage collectif : saisir les appartenances avec les outils, les méthodes et les cadres théoriques des sciences humaines et sociales, est novatrice² mais surtout primordiale pour deux raisons. En premier lieu, elle va donner la possibilité de cerner, avec finesse, les constructions identitaires trop souvent réifiées, essentialisées et ainsi permettre de renouveler les approches théoriques les mettant en jeu. En second lieu, les auteurs font le pari d'interroger les constructions identitaires non pas à l'aune de « *ce qui sépare* » mais de « *ce qui rassemble* », Ainsi, en partant de l'appartenance pour saisir les identités, cet ouvrage met en lumière « *ce qui fait groupe* »

et s'inscrit à contre-courant d'une tradition qui en sciences humaines et sociales³ analyse les groupes sociaux par les frontières qu'ils érigent entre eux. En effet, c'est en tant qu'elle interroge les liens fluctuants tissés entre les hommes, que l'appartenance devient une problématique scientifique. En référence à Norbert Elias les auteurs justifient leur démarche comme suit : « [...] à la différence des sciences de la nature qui cherchent à éclairer les phénomènes précédents l'apparition de l'homme, les sciences sociales s'occupent des relations entre les hommes [...] C'est la tâche des chercheurs en sciences sociales que de trouver les moyens de comprendre les configurations mouvantes que les hommes tissent entre eux, la nature de ces liaisons ainsi que la structure de cette évolution »⁴. Si l'appartenance questionne potentiellement tous les acteurs sociaux sur le mode du « *que signifie appartenir à un groupe social et/ou politique ?* », les articles regroupés dans cet ouvrage traitent de l'appartenance selon deux points de vue. Le premier est celui de populations se caractérisant par leurs trajectoires migratoires ou constituant des groupes minoritaires. Le second est celui de ceux, les pouvoirs publics en particulier, qui tentent de réguler ce que les auteurs nomment les « *politiques de l'appartenance* » (p. 23).

On comprend alors les trois verbes du sous-titre de l'ouvrage : « Partir. Partager. Demeurer » comme étant trois problématiques connexes à l'appartenance. « Partir » : puisque l'appartenance engage prioritairement ceux qui ont quitté, volontairement ou contraints, leur pays « d'origine »⁵. « Partager » : parce que l'appartenance est un enjeu pour les sociétés qui se trouvent confrontées à devoir prendre en considération des phénomènes d'appartenances duales ou de multi-appartenances et ainsi à devoir partager leur bien commun, leur espace public etc. « Demeurer » : parce que les pays d'immigration se trouvent alors dans l'obligation de permettre aux nouveaux arrivants de s'installer, ce qui passe, selon les auteurs, par la création « d'un « nous » généreux, hospitalier » (p. 273).

Si l'on évoquait plus haut le contexte des « sociétés d'accueil » c'est parce que la majorité des articles présentés ici les ont pris pour cadre sans pour autant abandonner les sociétés dites « d'origine »⁶. En effet, cet ouvrage collectif est issu des réflexions d'un groupe de travail interdisciplinaire sur l'hospitalité et la solidarité. En travaillant sur l'hospitalité/inhospitalité des uns (autochtones), les contributeurs en sont venus à s'interroger, de manière dialogique, sur l'appartenance/inappartenance des autres (étrangers). C'est

3. Voir les travaux de l'anthropologue Fredrik Barth et en particulier, *Ethnic Groups and Boundaries. The social organization of culture difference*, London, G. Allen and Unwin, 1970. Voir également l'ouvrage récent de l'historienne Ariane Chebel d'Appollonia, *Les frontières du racisme : identités, ethnicité, citoyenneté*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.

4. Norbert Elias, *Engagement et distanciation*, Paris, Fayard, 1993, pp. 23-24 [cité par Vincent Gilbert en préliminaire de son article introductif « Appartenir : Qu'est-ce à dire ? Qu'est-ce à vivre ? », p. 5].

5. Nous renvoyons en particulier à la première partie (« Partir : une contrainte plutôt qu'un choix », pp. 93-96) de l'article d'Anny Bloch-Raymond : « Migrants juifs dans le Sud des États-Unis au XIX^e siècle face à l'esclavage et à la guerre de sécession », pp. 93-110.

6. A la suite d'Abdelmalek Sayad, les auteurs sont nombreux à rappeler l'importance qu'il y a à prendre en compte l'émigration autant que l'immigration dans l'analyse des

phénomènes migratoires. Voir Abdelmalek Sayad, *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil, 1993, p. 14.

7. L'appartenance comme carcan s'apparenterait également à ce qu'Hannah Arendt [op.cit., p. 234] nomme, en faisant explicitement référence à l'expérience nazie, « l'appartenance pathologique ».

8. Paul Zawadzki, « Travailler sur des objets détestables : quelques enjeux épistémologiques et moraux », *Revue Internationale des sciences sociales*, 2002, 4, 174, pp. 571-580.

dans cette perspective que Claudio Monge souligne que « [...] l'hospitalité dont il sera question ici semble toujours être une relation avec l'"étranger" ou avec l'"étrangeté" [...] » (p. 223). Le projet de cet ouvrage est ambitieux et il l'est d'autant plus que l'appartenance draine confusions sémantiques, polysémie définitionnelle et surtout nombre de résistances.

Pourtant, en déclinant (allégeance, fidélité, obéissance *versus* résistance, etc.) la notion d'appartenance, les auteurs arrivent à faire du flou autant que de « l'incertitude » un atout (p. 129). De surcroît, l'ouvrage réussit à ordonnancer la pluralité d'acceptions en abordant l'appartenance comme étant autant une réalité *a parte subjecti*, que *a parte objecti*. Qui plus est, il contourne un autre danger qui nous paraît essentiel : il ne renonce pas, en dépit des critiques soulignant tout « ce qu'il peut y avoir de grégairisme » (p. 237) dans cette notion, à faire de l'appartenance une catégorie scientifique. C'est en ce sens qu'il faut comprendre le souhait des auteurs : « démystifier l'idéologisation de la notion d'appartenance » (p. 15). C'est ce sur quoi Vincent Gilbert insiste lorsqu'il écrit : « Si l'appartenance ressemble souvent à l'inclusion dans une sorte de monde caverneux, monde obscur propice à toutes les formes de régressions et d'involution, rien ne nous force à juger qu'il ne saurait en aller autrement ; à moins qu'on ne souscrive à une version dualiste des choses et qu'on oppose, de manière toute manichéenne, la lumière à la nuit [...] » (p. 237). Or, à son instar et sans plébisciter une acception herderienne de l'appartenance, il nous semble d'une part, qu'en refusant de craindre à travailler sur l'appartenance comme « carcan »⁷ et d'autre part, en mettant en avant l'idée selon laquelle l'appartenance peut aussi être un moteur à « l'agir en commun » (p. 275), on contribue à penser autrement l'être-ensemble. Si les chercheurs en sciences sociales « résistent à l'appartenance » c'est parce que très justement – d'un point de vue moral – ils refusent de penser l'identité comme reposant sur les critères d'une appartenance supposée ethnique. Nous nous trouvons ici face à une question transversale : les sciences humaines et sociales doivent-elles refuser de travailler sur des objets « détestables »⁸ d'un point de vue éthique et moral ? La réponse nous paraît devoir être négative car en refusant de prendre au sérieux l'appartenance ethnique, et non plus seulement politique et/ou culturelle, il semblerait que l'on passe à côté de ce qui est, encore aujourd'hui, une caractéristique des sociétés occidentales. Ainsi, nous risquerions de ne faire que refléter une illusion. C'est d'ailleurs ainsi que les auteurs s'interrogent : « Sommes-nous nous-mêmes, aujourd'hui, à l'abri de l'illusion ? Rien n'est moins sûr, puisque nous ne faisons jamais

que présumer que nos sociétés ont, de façon irréversible, abandonné une définition ethnique d'elles-mêmes, au profit d'une définition toute différente, spécifiquement politique » (p. 247-248).

Cet ouvrage interdisciplinaire où histoire, philosophie, anthropologie, sociologie, science politique et psychanalyse se côtoient, apporte, grâce à la diversité des objets abordés, une pierre à l'édifice d'un débat central : qu'est-ce que l'identité ? Comment le chercheur peut-il saisir cette catégorie sans cesse controversée et pourtant toujours mobilisée⁹ ? Mais aussi qu'est-ce que l'altérité ? Et enfin comment peut-on et va-t-on « intégrer »¹⁰ ? Or, nous l'avons dit, en mobilisant l'appartenance les auteurs explorent une nouvelle voie pour faire état de la dimension inclusive des groupes d'appartenance sans faire fi des logiques d'exclusion. Dans cette optique, le point commun aux quinze articles du présent volume est d'avoir voulu percevoir la société non plus seulement à partir de ses *frontières* mais de son être-ensemble fait d'alliances et de conflits. Les points de vue distincts des trois chapitres qui composent l'ouvrage (empiriques et théoriques) tentent de saisir à la fois les manières dont le *Nous* dit *Nous* et celles dont le *Je* dit *Nous* en particulier lorsque leurs auteurs, comme Laurent Muller, mobilisent la catégorie de sentiment d'appartenance.

Cependant, en voulant réaliser une étude exhaustive de ce que peut recouvrir l'appartenance, à la lecture un éclectisme terminologique mais aussi d'objets, de contextes se dégage et fait perdre de la rigueur à l'ambition initiale. Dans cette optique cet ouvrage¹¹, sans qu'il s'agisse d'aboutir à une « théorie solide » (p. 6) de l'appartenance – ce qui serait une véritable gageure –, ne nous permet que difficilement de dégager des acceptions claires parce qu'insuffisamment circonscrites.

C'est ainsi qu'à travers les quatre articles composant le premier chapitre, on comprend mal ce que pourrait recouvrir l'expression « *politiques de l'appartenance* » : s'agit-il de faire état des manières dont l'État français introduit et/ou échoue à lutter contre les inégalités et les discriminations ethniques (Juan Matas) ? Est-ce essayer de comprendre comment une appartenance dite « *communautariste* » à un « *clan familial* » (p. 42) viendrait se substituer à l'appartenance « *politique* » (Laurent Muller) ? S'agit-il de traiter des politiques de la nationalité pour « *distinguer [...] les définitions micro sociales de l'appartenance des définitions juridiques et politiques* » (p. 59) (Brigitte

9. On pense, pour citer des travaux récents, à l'article de Rogers Brubaker, « Au-delà de l'identité », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 139, 2001, pp. 66-85 mais aussi à celui de Martina Avanza et Gilles Laferté, « Dépasser la construction des identités ? Identifications, image sociale et appartenance », *Genèses*, 61, 2005, pp. 134-152.

10. La notion d'« intégration » fait l'objet d'une analyse détaillée dans l'article de Manfred Oberlechner : « Le concept d'intégration du Land de Salzbourg (2008) », pp. 73-88.

11. En reprenant les titres des trois chapitres on voit combien cet ouvrage a pu être tenté par le démon de l'exhaustivité : « Les politiques de l'appartenance. Représentations et pratiques de l'entre-deux » ; les « Appartenances labiles, identités fragiles. Conflits ruses, compromis et inventions » ; la « Constitution symbolique du sujet. Des règles, des autres et de l'hospitalité ».

Fichet) ? Est-ce faire état des politiques dites d'intégration – qualifiée de « processus ouvert et risqué [...] liée à une quête communautaire, sociale et nationale » (p. 85) – conduites par l'Autriche (Manfred Oberlechner) ?

Pour ce qui concerne le deuxième chapitre, l'objectif semble donc avoir été d'appréhender la catégorie d'appartenance comme pouvant être une alternative à celle d'identité notamment parce qu'elle permettrait de la « réincarner » en combattant le risque d'essentialisation. C'est tout du moins ce que suggère la citation de Mona Ozouf mise en exergue par les auteurs : « Certes, bien des groupes auxquels nous appartenons n'ont pas été volontairement élus par nous. Mais précisément : leur foisonnement même nous invite à ne pas les essentialiser, nous entraîne à les comparer, ménage pour chacun de nous la possibilité de déprise [...] L'appartenance alors n'a plus tout uniment le visage de la contrainte, elle n'est plus la marque autoritaire du collectif sur l'individu. Elle peut même être la signature de l'individu sur sa vie »¹². Cependant, à la lecture des quatre contributions, on se demande si, au final, identité et appartenance ne sont pas des termes qui pourraient se substituer l'un à l'autre ? On retrouve alors une question qui traverse l'ouvrage : comment va t-on pouvoir travailler sur l'appartenance si celle-ci est une « nébuleuse » (p. 235) ? Portant sur des objets, encore une fois, particulièrement hétéroclites, ce deuxième chapitre regroupe des travaux portant sur : les « migrants juifs dans le Sud des États-Unis au XIX^e siècle face à l'esclavage et à la guerre de Sécession » (p. 93), un article qui met en avant les contraintes pesant sur la construction des appartenances parmi des populations aux trajectoires biographiques particulièrement heurtées (Anny Bloch-Raymond) ; la mise en perspective de l'appartenance à travers une sociologie des *habitus* corporels afin de mettre en lumière, à travers l'exemple de l'opposition entre « Musulmans en France » et « Musulmans de France », combien « appartenir » revient à « savoir user des règles instituées » (p. 149) (Simona Tersigni) ; la dialectique migrations-rites mortuaires parmi les immigrés italiens pour traduire ce que l'auteure appelle des « représentations de soi en tant que s'appartenant » (p. 91) (Gabrielle Petitdemange) ; ou se focalisant non plus sur l'appartenance mais l'allégeance à partir du cas de l'arrivée des colons en Nouvelle Calédonie générant, pour les populations kanaks, déstabilisation de l'équilibre du groupe et « conflits d'allégeance » (p. 151) (Frédéric Rognon). Ce chapitre conclut sur la malléabilité, la diversité des appartenances sans cesse questionnées et remises en cause en particulier dès lors que l'on s'attache anthropologiquement et historiquement à les saisir dans des contextes où celles-ci sont

12. Mona Ozouf, *Composition française. Retour sur une enfance bretonne*, Paris, Gallimard Folio, 2009, pp. 253-254, citée page 89 de l'ouvrage.

particulièrement mises en péril. Pour autant, il ne permet pas de dégager la « plus-value » de l'appartenance par rapport à l'identité alors que celle-ci était clairement exprimée dans la citation de Mona Ozouf : l'appartenance serait « la signature de l'individu sur sa vie »¹³.

13. *Ibid.*

Laissant de côté les études empiriques, le troisième chapitre présente cinq articles théoriques. Ceux-ci, comme l'indique le titre du chapitre : la « constitution symbolique du sujet », ont pour objet de décrire le « caractère [potentiellement] fantasmatique de la plupart des modèles d'identité » (p. 160) afin d'expliquer les raisons de la peur et du rejet de l'*Autre*. Car à travers un questionnement sur l'appartenance ce qui se joue est bien également la mise en question de l'altérité. C'est ainsi que Freddy Raphaël nous introduit à « l'hétérotopie de l'espace d'appartenance » (p. 160) où le *Soi* ne peut être pensé qu'en référence à l'*Autre* et nous rappelle ainsi le *Soi-même comme un autre*¹⁴ de Paul Ricœur. C'est dans une perspective proche que Daniel Frey mobilise les travaux de Hans Georg Gadamer, Par ailleurs, Michel Le Du en se focalisant sur « les conditions de l'appartenance à un environnement normé » (p. 161) nous conduit à poser la question : appartenir à une société est-ce autre chose qu'en avoir saisi et surtout adopté les normes ? Une question qui rappelle le « comment être autochtone »¹⁵ de Marcel Detienne. Une autochtonie pouvant être révélée par plusieurs facteurs : sacré, symbolique, biologique, social etc. que Dominique Weil nous invite à analyser pour comprendre « ce qui fait société ». Enfin, en revenant à ce qui était le point de départ de cet ouvrage : l'hospitalité, l'article de Claudio Monge permet de clore l'argumentaire et de comprendre l'intérêt de la dialectique hospitalité-appartenance : c'est parce que l'hospitalité garantirait « l'universalisation des droits humains » qu'elle permettrait à chacun de pouvoir, malgré les cadres normés, définir son appartenance ; une appartenance en tension entre inventions et contraintes.

14. Paul Ricœur, *Soi-même comme un autre*, Paris, Seuil, 1990.

15. Marcel Detienne, *Comment être autochtone. Du pur athénien au Français raciné*, Paris, Seuil, 2003.

Si cet ouvrage collectif, parce qu'il nous met aux défis – tant méthodologiques que théoriques – de l'appartenance, a suscité notre curiosité et retenu notre attention, des questions restent en suspens : qu'est-ce que permet l'appartenance : une focalisation sur une des expressions de l'identité ? N'est-elle pas finalement aussi une manière de revenir à un des questionnements fondamentaux des sciences sociales : comment se forme un groupe social ? Qu'est-ce que vivre en société ? De quelle appartenance parle-t-on : sociale, politique, communautaire, ethnique etc. ? Des questions qui restent parfois sans réponses

16. Vincent Gilbert mobilise, en particulier, un entretien conduit par Günter Gaus avec Hannah Arendt et diffusé à la télévision allemande en 1964. Cet entretien a été repris dans l'ouvrage précité : Hannah Arendt, *op.cit.*, pp. 221-256.

17. *Ibid.*, p. 247 et 252.

18. Vincent Gilbert le relève : « *Pour l'individu, en effet, l'État ne correspond pas au plus grand cercle auquel il est susceptible d'appartenir [...]* », p. 253. Toutefois, les articles semblent parfois confondre les différents types d'appartenance.

19. Julie Voldoire, *La citoyenneté et au-delà. Sentiments d'appartenance en migration : les Polonais en France et en Allemagne (XX^e-XXI^e siècles)*, Thèse de doctorat, sous la direction d'Yves Déloye, Université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne, 2011.

et suscitent, de notre part, une insatisfaction. Pourtant, la conclusion de Vincent Gilbert, mobilisant l'anthropologie philosophique d'Hannah Arendt¹⁶, aurait permis nous semble-t-il en premier lieu d'explicitier davantage les raisons du choix de l'appartenance comme grille de lecture. Effectivement, si l'appartenance est centrale pour Hannah Arendt c'est parce qu'elle permet de lutter contre l'« acosmisme ». Elle souligne alors que « *l'appartenance à un groupe est d'emblée une donnée de fait naturelle : vous appartenez toujours à un groupe quelconque de par votre naissance. Mais, appartenir à un groupe, au second sens où vous l'entendez, à savoir s'organiser c'est tout autre chose. Cette organisation s'accomplit toujours au sein d'un rapport au monde. C'est-à-dire que ce qui est commun à ceux qui s'organisent ainsi, c'est ce qu'on appelle d'ordinaire des intérêts [...]* Voyez-vous l'attitude qui consiste à se borner à travailler et à consommer est très importante parce qu'elle dessine les contours d'un nouvel acosmisme : savoir quel est le visage du monde n'importe plus à qui que ce soit »¹⁷. En second lieu, la référence à Hannah Arendt aurait permis de donner davantage de cohérence à la structure d'ensemble de l'ouvrage. Effectivement, lorsqu'elle souligne que « *l'appartenance à l'État n'est [...]* pas une appartenance parmi d'autres », elle indique qu'il est important de ne pas mêler dans l'analyse appartenance politique et appartenances dites « *traditionnelles* ». Si ces dernières cohabitent, elles ne s'ordonnent pas selon le schéma des « *cercles concentriques* »¹⁸ et surtout ne se substituent pas les unes aux autres. Ainsi, si cet ouvrage nous a mis aux défis de l'appartenance, il n'a pas toujours réussi puisqu'en superposant les réflexions sur des appartenances distinctes, l'argumentaire semble s'être, parfois, brouillé. Dit autrement, en voulant saisir non pas un type d'appartenance (politique, religieuse, sociale, ethnique etc.) mais « *l'appartenance au monde* », l'ouvrage a pris le risque de l'éparpillement.

Pour autant, nous voudrions souligner à nouveau avec les auteurs, que l'on ne saurait se passer, dans les travaux portant sur l'identité, de la catégorie d'appartenance ou plus précisément de celle de « sentiment d'appartenance ». De notre point de vue¹⁹, mobiliser cette dernière est une manière d'opérationnaliser empiriquement l'identité. Dans ce cadre, il faut alors prêter grandement attention à la terminologie employée : l'appartenance n'est plus l'identité puisqu'elle n'est que l'une de ses dimensions, à savoir la dimension inclusive de cette dernière. Si l'appartenance est centrale c'est parce que les acteurs sociaux savent ce que « se sentir appartenir » à un groupe veut dire, alors qu'il apparaît que les représentations sont confuses dès lors que

le chercheur les questionne sur l'identité. En outre, le « sentiment d'appartenance » permet de cerner la subjectivité et la réflexivité des acteurs sociaux sans renoncer à travailler sur les conditions de possibilité qui pèsent sur ses constructions²⁰. Pour nous, si l'accent mérite d'être mis davantage sur les sentiments d'appartenance que sur les appartenances, c'est parce l'intérêt réside dans l'analyse des processus de subjectivation et non dans une impossible quête : celle qui conduirait à vouloir objectiver des groupes d'appartenance. Enfin, si les sentiments d'appartenance méritent attention c'est parce qu'ils révèlent l'interpénétration de l'intime et du social dans leur constitution. Les sentiments d'appartenance seraient donc bien une intimité au sens psychique mais aussi social projetée dans d'autres espaces : l'espace privé et l'espace public. Aussi, le passage de l'intimité à l'« extimité »²¹ permettrait de dévoiler l'identité. Pourtant, c'est aussi ce processus de dévoilement qui expliquerait les incertitudes, les bricolages des acteurs. En d'autres termes, si le sentiment d'appartenance ne peut pas être éludé, c'est parce qu'il « existe » chez les acteurs alors que l'identité ou la citoyenneté s'apparentent, pour paraphraser Vincent Gilbert, à « *des vestiges lexicaux ou à de simples hochets verbaux* » (p. 275).

20. Cette remarque vaut d'autant plus dès lors que l'on considère des populations migrantes souvent contraintes à devoir objectiver leurs sentiments d'appartenance.

21. Serge Tisseron, *L'intimité surexposée*, Paris, Hachette, 2002 (2001), p. 22.

Dans le paragraphe qui précède, l'introduction de la notion de citoyenneté implique une remarque conclusive sur la dimension spécifiquement politique de l'appartenance : cette « méta-appartenance ». Aussi, nous voudrions clore ce propos, en faisant écho à la première citation d'Hannah Arendt donnée dans le présent texte autant qu'aux réflexions conclusives de Vincent Gilbert sur ce point : le sentiment d'appartenance peut-il se manifester non seulement à l'égard d'un peuple mais aussi à l'égard d'un État – ce qu'Hannah Arendt semble refuser – sans que celui-ci soit mis en péril parce qu'il ne serait plus le « *garant des règles qui définissent le cadre et les conditions institutionnels des multiples appartenances concrètes des citoyens* » (p. 253) ? De notre point de vue, le danger ne réside pas dans l'expression d'une appartenance étatique mais dans le fait de vouloir saisir l'appartenance à l'État à partir des appartenances construites à l'égard d'autres groupes : sociaux, religieux, linguistiques etc. Il s'agirait donc peut-être davantage de considérer la conflictualité et la cohabitation « pacifique » des différentes appartenances que leur supposé syncrétisme.